

France-Paris: Public-opinion polling services

OJ S 252/2020 28/12/2020

Contract notice**Services****Legal Basis:**

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: SAELSI

Postal address: 40 avenue des Terroirs de France

Town: Paris

NUTS code: FR France

Postal code: 75012

Country: France

E-mail: Sailmi-services-fournitures-generales@interieur.gouv.fr**Internet address(es):**Main address: <https://www.interieur.gouv.fr/>**I.3. Communication**

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=683642&orgAcronyme=g6l>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=683642&orgAcronyme=g6l>

Electronic communication requires the use of tools and devices that are not generally available. Unrestricted and full direct access to these tools and devices is possible, free of charge, at: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=683642&orgAcronyme=g6l>

Electronic communication requires the use of tools and devices that are not generally available. Unrestricted and full direct access to these tools and devices is possible, free of charge, at: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=683642&orgAcronyme=g6l>

I.4. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.5. Main activity

Public order and safety

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

Réalisation d'une enquête de la statistique publique

Reference number: SSMSI2022

II.1.2. Main CPV code

79320000 Public-opinion polling services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation d'une enquête de la statistique publique sur les expériences et opinions en matière de sécurité en 2022.

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 2 666 666,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

79320000 Public-opinion polling services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR France

Main site or place of performance: France métropolitaine et DOM sauf Mayotte.

II.2.4. Description of the procurement

L'enquête vise à répondre au double besoin de recueillir des informations détaillées en niveau et en structure sur les victimations et les perceptions en matière de sécurité. L'accord-cadre comprend les prestations suivantes:

- prestation 1: lancement et initialisation du projet;
- prestation 2: élaboration des outils de collecte;
- prestation 3: formation des enquêteurs;
- prestation 4: enquête pilote;
- prestation 5: enquête en population générale;
- prestation 6: enquête en face à face.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: Valeur technique / Weighting: 50

Quality criterion - Name: Qualité des l'organisation et des ressources humaines affectées au projet / Weighting: 10

Price - Weighting: 40

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 2 666 666,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 48

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, et de l'article II.5 du CCAP, l'administration se réserve la faculté de conclure des marchés de prestations similaires. L'accord-cadre mono-attributaire est conclu sans montant minimal et sans montant maximal. Les montants indiqués dans le présent avis sont fournis à titre indicatif et non contractuel. Le montant total est estimé à 2 666 666 EUR HT. Le montant de l'accord-cadre est estimé à 1 208 333 EUR HT et celui de l'éventuel marché de prestations similaires à 1 458 333 EUR HT.

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification et prend fin à la date de validation par l'administration de la dernière prestation commandée. À titre indicatif et non contractuel, la durée prévisionnelle de l'accord-cadre est de vingt (20) mois. La durée maximum de l'accord-cadre est de quarante-huit (48) mois.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Le candidat transmet une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Pour ce faire, le candidat renseigne le formulaire DC2.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Aucun niveau spécifique minimal n'est exigé au titre de la capacité économique et financière.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Au titre des capacités techniques, le candidat transmet une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. Au titre des capacités professionnelles, le candidat transmet la liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années en précisant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Il transmet également une déclaration indiquant les titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle de l'accord-cadre.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Aucun niveau spécifique minimal n'est exigé au titre des capacités techniques.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement
Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 28/01/2021 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 6 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 28/01/2021 Local time: 14:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

La prise de connaissance des documents transmis par l'administration nécessite l'utilisation par l'opérateur économique de logiciels standards ou spécifiques capables de lire des fichiers électroniques aux extensions suivantes: «.doc», «.Xls», «.pdf», «.zip». S'il souhaite que puisse lui être communiquées les modifications et précisions apportées aux documents de la consultation, l'opérateur économique retirant le dossier de consultation peut indiquer:

- le nom de l'organisme au nom duquel les documents sont demandés;
- le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique.

Les pré-requis techniques nécessaires pour accéder et répondre aux consultations de la plate-forme des achats de l'état figurent à l'adresse suivante: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise>.

[EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=683642&orgAcronyme=g6l](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise)

Modalités de remise des candidatures et des offres: le candidat remet sa candidature et son offre par dépôt sur la plate-forme des achats de l'état «marches-publics.gouv.fr». Pour ce faire, il doit d'abord se connecter au site de la plate-forme des achats de l'état à partir de l'adresse électronique ci-après: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise>.

[EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=683642&orgAcronyme=g6l](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise)

Forme du pli: le candidat doit déposer sur la plate-forme des achats de l'état, un dossier unique comprenant les éléments de candidature et les éléments de l'offre. L'administration ne souhaite qu'un seul exemplaire électronique dudit dossier. Les modalités de dépôt possible d'une copie de sauvegarde sont précisées à l'annexe I du règlement de consultation. Dans le cadre de la consultation, l'administration utilise la voie électronique comme moyen de correspondance (envoi par le truchement de la plate-forme des achats de l'état [PLACE] et courriel).

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Paris
Postal address: 7 rue de Jouy
Town: Paris
Postal code: 75004
Country: France
E-mail: Greffes.ta-paris@juradm.fr
Telephone: +33 144594400
Fax: +33 144594646
Internet address: <http://Paris.tribunal-administratif.fr>

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:
Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes:
— référé précontractuel, dans les conditions prévues aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative (CJA);
— référé contractuel, dans les conditions prévues aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA et dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA;
— à compter de la signature de l'accord-cadre, les tiers (dont les candidats évincés), pourront en outre introduire un recours de pleine juridiction dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion de l'accord-cadre sera rendue publique.

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif de Paris
Postal address: 7 rue de Jouy
Town: Paris
Postal code: 75004
Country: France
E-mail: Greffes.ta-paris@juradm.fr
Telephone: +33 144594400
Fax: +33 144594646
Internet address: <http://Paris.tribunal-administratif.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

23/12/2020